

5

C'est la distance de sécurité, indemne de tout traitement hors produits de biocontrôle, qui doit séparer les habitations des parcelles de grandes cultures.

## DÉCRYPTAGE

» Destiné à renforcer la protection des riverains, le nouvel arrêté régissant l'utilisation des produits phytosanitaires instaure des Zones non traitées (ZNT) à proximité des habitations. Il fixe ainsi les distances de sécurité à 5 m pour les grandes cultures, le maraîchage et autres cultures basses et à 10 m pour le traitement des parties aériennes pour l'arboriculture, la viticulture, les arbres et arbustes, les bananiers, le houblon, la forêt, les petits fruits et cultures ornementales de plus de 50 cm de hauteur.

# L'agriculture adopte un profil bas... carbone

Les filières animales et végétales s'inscrivent tour à tour dans des démarches officielles de labellisation bas carbone, assorties d'une rétribution. Bas carbone mais haute(s) valeur(s).

» En 2019, sous l'égide du ministère de la Transition écologique, la France révisait sa Stratégie nationale bas carbone. Objectif : atteindre, d'ici à 2050, la neutralité carbone, autrement dit l'équilibre entre les émissions et la séquestration des gaz à effet de serre que sont le dioxyde de carbone, le méthane et le protoxyde d'azote. Cette stratégie concerne tous les secteurs d'activité, des transports aux bâtiments en passant par l'agriculture, laquelle est responsable de 19% des émissions au niveau national. L'élevage concentre 48% des émissions (fermentation entérique, stockage des effluents...), contre 41% pour les cultures (engrais azoté, résidus de cultures...), le solde étant émis par les véhicules et chaudières. L'agriculture dispose de multiples leviers pour réduire ses émissions, séquestrer du carbone (dans la biomasse et dans les sols), en plus d'être une source d'énergies et de matériaux renouvelables. Encore faut-il pouvoir justifier d'une méthode officiellement reconnue pour attester des progrès réalisés en termes de bilan carbone.



tion, on s'est penché sur le travail simplifié, les cultures intermédiaires, les couverts, l'agroforesterie, les haies. Résultat : une exploitation moyenne dispose d'un potentiel moyen de réduction d'empreinte carbone de 14%, soit l'équivalent de 300 t à 350 t sur 5 ans ». L'Institut de l'élevage transcrit actuellement sa méthode aux ovins et caprins. Les producteurs de grandes cultures se sont engagés quant à eux à mettre au point une méthode sectorielle d'ici à la fin du premier

semestre 2020. L'arboriculture est également sur les rangs. La France fait figure de pionnier en la matière en Europe.

### Bilans carbone... et comptable

Si la méthode flatte le bilan carbone des exploitations, elle flatte aussi leur bilan comptable car les tonnes de carbone économisées ou séquestrées ont une valeur marchande. Pour transformer ce carbone en argent, les représentants des filières animales ont créé France Carbon Agri, une association destinée à fédérer et à mutualiser les projets portés par des éleveurs, à titre individuel ou collectif. L'objectif est de valoriser au mieux les crédits carbone auprès des acheteurs, qu'il s'agisse d'entreprises privées ou de collectivités publiques désireuses de s'inscrire dans une politique de compensation carbone. « Certains des premiers appels à projet ont été négociés à 30 €/t », révèle Jean-Baptiste Dolle. « C'est environ 20% supérieur au prix du carbone sur le marché réglementé. La prime témoigne de la qualité des projets agricoles qui, outre le bilan carbone, sont assortis de co-bénéfices environnementaux, tels que l'amélioration de la biodiversité ou la réduction des fuites de nitrates ». Ouverte à toute exploitation, la méthode Carbon Agri engage le producteur sur cinq ans avec un début de rétribution à mi-parcours, entre les deux diagnostics CAP'2ER de départ et d'arrivée. ■

### L'élevage pionnier

Cette méthode, la filière des gros ruminants l'a validée l'an passé. C'est Carbon Agri, officiellement reconnue par le ministère de la Transition écologique. Elle est le fruit d'un travail initié par l'Institut de l'élevage, le Cniel et Interbev à l'orée des années 2010, avec les programmes Life Carbon Dairy et Beef Carbon, destinés à identifier les leviers de réduction d'émission et de séquestration de carbone. « Environ 40 leviers ont été répertoriés », déclare Jean-Baptiste Dolle, chef de service environnement à l'Institut de l'élevage. « Côté émissions, les leviers balaient la conduite du troupeau, son alimentation, la gestion des déjections, la consommation d'engrais et d'énergie. Côté séquestra-



# « La forêt exige plus que jamais toute notre attention »

Le changement climatique fragilise le bouclier qu'est la forêt. Son adaptation exige la coalition de tous les acteurs de la filière. Le mécénat est une formidable opportunité pour apporter aux propriétaires forestiers les fonds nécessaires à l'effort de reboisement.



### QUELLES MENACES PÈSENT SUR LA FORÊT FRANÇAISE ?

**Tancrède Neveu** : le renouvellement de la forêt française est menacé sous l'effet conjugué du changement climatique, des crises sanitaires et de la baisse des subventions publiques à destination des propriétaires fores-

tiers. Il se plante actuellement dans notre pays 70 millions d'arbres par an contre 130 millions dans les années 1990. La forêt française a certes doublé de surface au cours des deux siècles passés mais son exploitation et son entretien régressent alors que la demande en bois ne cesse de s'accroître.

### EN QUOI LA FORÊT EST-ELLE VITALE ?

**Damien Torchetti** : l'arbre et la forêt constituent notre exceptionnel patrimoine environnemental commun. C'est particulièrement prégnant en Franche-Comté où la forêt couvre 36% du territoire. La forêt façonne nos paysages, protège nos sols, purifie l'eau et l'air. Elle constitue le meilleur puits de carbone face à l'augmentation des émissions de CO<sub>2</sub> et le principal

foyer de biodiversité terrestre. Mais, au-delà de ces enjeux environnementaux, la forêt revêt aussi un très fort caractère économique et social. Dans notre région, les 570 entreprises de la filière génèrent 24 000 emplois. Au plan national, c'est 450 000 emplois non délocalisables.

### LA MULTIPLICATION DE L'OFFRE NE RISQUE-T-ELLE PAS D'EXACERBER LA CONCURRENCE ENTRE PRODUCTEURS ?

**T.N.** : la plantation permet d'introduire des essences adaptées au changement climatique. Celui-ci se traduit par l'apparition de nouveaux bio-agresseurs et par un accroissement du risque incendie, susceptible de réduire à néant le puits de carbone. La plantation permet aussi de répondre aux besoins économiques de demain, par l'intermédiaire de variétés forestières améliorées qui disposent d'une base génétique plus large que celle des peuplements naturels, ce qui leur confère une adaptabilité plus importante et donne des peuplements plus résistants.

### QUEL EST L'OBJET DE PLANTONS POUR L'AVENIR ?

**D.T.** : aux côtés d'autres Caisses régionales ou encore de Crédit Agricole Assurances, le Crédit Agricole Franche-Comté est l'un des mécènes du fonds. Concrètement, à travers notre contribution, Plantons pour l'avenir apporte aux propriétaires forestiers un financement pour leurs travaux de reboisement et d'entretien, sous forme d'une avance remboursable à taux zéro sur 30 ans. Par ses remboursements futurs, le bénéficiaire assure le financement de nouveaux reboisements ainsi que la pérennité du fonds. ■

## FOCUS

### APTIMIZ, LA BADGEUSE DES AGRICULTEURS

De nombreux boîtiers connectés permettant de décrypter les temps de chantier de tel ou tel matériel. Mais qu'en est-il du temps de travail des agriculteurs ou de leurs salariés ? Pour le décrypter, trois fils d'agriculteurs ont mis au point Aptimiz, une application pour smartphone qui détecte automatiquement et sans aucune saisie le temps consacré à telle ou telle tâche tout au long de la journée. Différents outils de visualisation, de comparaison et de simulation permettent d'analyser l'organisation du travail et d'esquisser des pistes pour améliorer la rentabilité horaire des différents ateliers, anticiper les pics de travaux ou encore faciliter l'articulation entre vie professionnelle et vie privée.

## AGENDA

- 22-23 AVRIL ➤ PERPIGNAN (66)  
MEDFEL – salon international des filières fruits  
et légumes
- 24-26 AVRIL ➤ PARIS (75)  
CIDREXPO – 1er salon international dédié aux cidres  
et poirés
- 27-28 MAI ➤ POUSSAY (88)  
SALON DE L'HERBE ET DES FOURRAGES

